

## **Le 11 septembre : la fin de la modernité ?**

**Patrick SCHMOLL**

Rédacteur en chef de la Revue des Sciences Sociales  
Laboratoire CNRS "Cultures et sociétés en Europe" (Strasbourg)

Le 11 septembre 2001 risque de passer dans l'Histoire comme la date marquant symboliquement la fin de l'époque moderne.

L'opinion publique dans les pays occidentaux, et sans doute dans le reste du monde, a profondément ressenti l'importance de l'événement, et lui a donné cette signification, celle d'un basculement : nous avons changé d'époque, nous vivons désormais dans un monde différent, telle était la teneur de nombre de propos communément échangés. L'émotion est confirmée par un chiffre, celui des ventes de la presse d'information datée du lendemain : ceux qui n'avaient pas acheté de quotidien ce jour-là se sont précipités les jours suivants sur les rééditions exceptionnelles qui en furent faites sous la pression de la demande. Les lecteurs, se vivant comme des témoins du temps présent, tenaient à conserver chez eux, pour eux-mêmes et leurs enfants, un exemplaire du journal relatant l'événement, comme une trace écrite de la tragédie. Seul par le passé un autre événement (ce qui donne la mesure de sa signification) avait provoqué un tel pic des ventes de la presse écrite : en 1969, le jour où le premier homme avait marché sur la lune. Dans un cas cependant, une prouesse technologique signant l'apogée de la modernité (en même temps que de la puissance américaine) paraissait ouvrir une nouvelle époque, tandis que dans le cas présent, l'épisode meurtrier de septembre dernier semble plutôt en marquer la fin.

Il faut cependant prendre toute la mesure de ce qu'implique l'événement, ainsi que ses suites, car les analyses restent assez majoritairement centrées sur l'actualité, l'histoire du temps présent, ce qui en limite la portée à leurs incidences politiques et stratégiques internationales à l'horizon des mois ou des quelques années à venir. Or, leur signification va plus loin.

Certes, les actions terroristes menées contre New-York et Washington, à la fois sans précédent sur le sol américain par leur ampleur, et hautement symboliques par les cibles visées : les tours du World Trade Center, le Pentagone et la Maison Blanche, signent peut-être pour l'avenir la fin d'un ordre mondial que les Américains avaient pu croire consacré par la chute du Mur de Berlin. Ceux qui pensaient que la fin de l'antagonisme bipolaire entre l'est et l'ouest avait laissé la place à un monde unipolaire qui s'organiserait progressivement sous l'hégémonie désormais incontestée des États-Unis, découvrent que la désagrégation du bloc soviétique n'était qu'un des signes de l'installation progressive d'un nouveau désordre international.

Mais ce qui donne aux spécialistes des sciences sociales et politiques quelques raisons de s'inquiéter, c'est que l'attaque du 11 septembre 2001 ne constitue pas seulement un coup sévère porté à l'hégémonie américaine. Ce jour-là, si on se limite à cet aspect, l'Amérique est sortie de l'illusion naïve de son splendide isolement, qu'elle croyait protégé par deux océans. Elle a découvert qu'elle n'avait plus de frontières protectrices. Mais en un sens, l'événement peut être paradoxalement salubre, car il pourrait signifier que les Américains, qui oscillent depuis toujours entre une philosophie isola-

tionniste et une politique hégémonique, vont enfin accéder à l'idée qu'ils ne vivent pas seuls sur la planète, mais qu'ils l'habitent avec d'autres, et que pour ainsi dire ces autres vivent au milieu d'eux.

C'est donc pour une raison à la fois plus profonde et plus sourde, que la date restera symbolique : ce type inédit d'agression armée, que nous vivons comme "barbare", et l'interrogation sur ce que pourrait être une réponse à la fois adaptée et "civilisée", révèlent une nouvelle fois la fragilité des sociétés avancées dans leur gestion de la violence terroriste. Plus encore, elles mettent en question la pertinence des notions de l'État-nation et de la guerre dans leur conception moderne, et donc à travers elles la modernité elle-même.

Tout ce qui atteint les États-Unis nous atteint également par la force des symboles : ce pays qui exerce son hégémonie sur le monde depuis un demi-siècle représente une forme d'aboutissement de l'organisation politique des sociétés modernes. L'histoire de cette organisation moderne des sociétés commence à la fin du moyen-âge avec la constitution progressive des États nationaux, dont le concept associe étroitement une unité d'organisation politique, un territoire et un peuple partageant une identité commune. La modernité est indissociablement liée à cette forme de prééminence étatique sur le politique, l'État ayant été une des conditions de l'émancipation des individus et de l'apparition de la démocratie, et ayant joué un rôle majeur dans les multiples aspects de l'idée, également centrale, de *progrès*.

L'État national s'incarne dans un territoire, dont les frontières définissent fortement un dedans et un dehors. Les formes avancées de la démocratie impliquent que l'armée qui défend ce territoire est conduite par des instances à la fois distinctes du politique et qui lui sont subordonnées. La modernité a ainsi imposé une utilisation légitime, civilisée, de la violence, confisquée par l'État et ses institutions à l'intérieur, et soumise à des "lois de la guerre" à l'extérieur, qui trouvent leur expression la plus achevée dans la Convention de Genève. Cette définition moderne de la guerre, étroitement déterminée par la distinction des catégories militaires-civiles et par la conception que la guerre est conduite contre un "extérieur", supporte ainsi l'idée qu'il y a des guerres plus "civilisées" que d'autres, qui au contraire sont à considérer comme sauvages ou barbares. La guerre est l'affaire des militaires, l'agression des populations civiles ou la guerre dite "civile" au sens où précisément elle déborde du militaire et déchire les parties d'un même peuple à l'intérieur de son territoire, sont des formes illégitimes de violence : elles ne sont pas "la guerre", mais des "massacres", des "meurtres", des "séditions", des "émeutes"...<sup>1</sup>

Tant la définition achevée de l'État-nation que cet idéal d'une guerre qui saurait "faire la différence", ont évidemment connu bien des déboires au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, en raison même des conséquences paradoxales de la recherche d'efficacité qui est un des moteurs du progrès. L'efficacité du capitalisme a produit des organisations économiques, les entreprises multinationales, qui sont de taille à négocier avec les États une partie de leurs décisions jusque dans certains domaines classiquement de leurs compétences régaliennes. Et les applications du progrès technologique en matière d'armement n'ont certainement pas contribué à rendre les guerres contemporaines moins sauvages qu'autrefois. Les dimensions inhumaines des génocides modernes révèlent régulièrement le caractère fictif d'une représentation idéale qui pourtant, tout aussi régulièrement, continue à servir de référence au sortir de l'horreur, quand les peuples soignent leurs blessures et essaient de penser l'après-guerre : c'est bien le sens des procès pour crime contre l'humanité. Cette exacerbation des caractéristiques de la modernité au point où elles finissent par en contredire les idéaux, et à en annoncer la fin, a conduit nombre d'auteurs à proposer les qualificatifs de "surmoderne", "d'hypermoderne" ou de "post-moderne" pour désigner l'idée que, tout en vivant encore à l'ère moderne, nous étions en train d'entrer dans une nouvelle époque.

L'attaque terroriste de septembre 2001 exprime, d'une manière à la fois tragique et on ne peut plus symbolique, cette crise de la modernité par la mise en question, et de la notion d'État, et de l'idéal d'une guerre civilisée. L'ampleur matérielle et symbolique de ce qui, autrement, eut été qualifié "d'attentat terroriste", la cohésion d'une attaque visant plusieurs cibles distantes simultanément, supposant une préparation longue et des moyens importants, et bien sûr l'émotion de la population américaine, ont conduit le Président George Bush à parler de "guerre". La terminologie fait problème, car ce n'est pas formellement un État qui a ainsi déclaré la guerre à la première puissance du monde, mais une organisation non étatique. L'événement consacre dramatiquement sur la scène politique ce que les firmes multinationales réalisaient déjà sur la scène économique : une organisation, sans territoire, est de taille à affronter un État-nation, fût-il le plus puissant de la planète.

George Bush a pris un risque en parlant de "guerre", là où les autres dirigeants occidentaux, notamment les français, préfèrent s'en tenir strictement à la désignation consacrée "d'action terroriste" : parler de guerre, quand on est le représentant de l'État le plus puissant de la planète, c'est reconnaître à une organisation un statut d'alter-ego, de quasi-État. C'est menacer de la sorte la prééminence de l'État sur le politique, car le discours qui positionne un État, les États-Unis, comme défenseur de la civilisation contre la barbarie établit en même temps un milliardaire fanatique, son groupe financier et le réseau sur lequel il s'appuie comme son adversaire désigné. Tout est fait pour qu'une organisation vienne dans la logique de l'affrontement prendre la place du méchant qui fut autrefois celle de l'Union Soviétique, laquelle cependant était un État.

La réaction militaire des États-Unis ne pouvait sans doute prendre que la forme qui a été la sienne en Afghanistan, une fois que le pays qui abritait les terroristes eût été sommé, sans résultat, d'assumer ses responsabilités. La déclaration de guerre en bonne et due forme aurait été inappropriée à la situation : bien qu'il s'agisse objectivement d'une attaque sur le territoire d'un pays par les troupes d'un autre pays, il n'est pas clairement dit que les États-Unis conduisent une guerre contre l'Afghanistan. Du reste, les officiels américains et occidentaux en général, préfèrent parler d'une opération contre les "bases terroristes", "les Talibans", une faction donc seulement du "peuple afghan", lequel n'est qu'une victime, prise en otage par des dirigeants irresponsables. La philosophie de l'intervention américaine rejoint la notion de "droit d'ingérence" apparue ces dernières années dans le vocabulaire diplomatique. L'action terroriste ignore les frontières et les territoires : forcés de s'adapter à ces conditions nouvelles, les États font de même, prenant le risque paradoxal de bousculer les principes qui président à leur conception d'une guerre légitime. Le terme même de "guerre" appliqué aux opérations en Afghanistan semble vidé de son sens, tant l'idée qu'elles sont conduites contre un "hooligan state", un de ces "États voyous" définis par la nouvelle typologie diplomatique des Américains, suggère bien qu'il s'agit d'opérations, non de guerre, mais de police.

La mobilisation contre le terrorisme peut faire croire en première approche que les États s'en trouvent renforcés, l'actualité tournant ses projecteurs vers les dirigeants politiques qui engagent par leurs discours et leurs décisions leurs pays au côté des États-Unis. Mais une guerre menée comme une action de police internationale tend à imposer l'idée que la planète entière n'est plus qu'un seul territoire, sans frontières vraiment reconnues. Un tel territoire, dans lequel un État hégémonique peut se penser comme le seul capable d'établir un ordre civilisé, est de nature à saper les fondements mêmes de la notion d'État national qui est pourtant au principe de sa politique.

Les conventions internationales définissaient les formes civilisées de la guerre, en interdisant notamment le recours à des armes bactériologiques et aux gaz de combat, et en faisant la distinction entre militaires et populations civiles. Cette distinction est pratiquement une donnée culturelle héritée de notre passé le plus ancien, qui réserve l'usage des armes à une classe guerrière et considère comme barbares les exactions sur les civils. Pour les mêmes raisons, la guerre est affaire des armées

respectives des États-nations qui s'affrontent : les francs-tireurs et résistants, qui pratiquent une guerre à l'intérieur du territoire, sont assimilés à des traîtres, des terroristes, auteurs d'une guerre qui, pour n'être pas conduite par des militaires dûment répertoriés, est un peu improprement appelée "civile".

Les organisations terroristes ne respectent pas ces distinctions, qui expriment un ordre qu'elles contestent. L'attaque de septembre 2001 cumule les manifestations de la perversité la plus inquiétante : implication de populations civiles innocentes, fanatisme poussé jusqu'au suicide kamikaze, et ce qui, au-delà de l'horreur des milliers de morts, semble exprimer le cynisme le plus consternant, la spéculation boursière qui a précédé et accompagné l'événement. En contradiction complète avec les préceptes religieux au nom desquels ils se battent, les commanditaires de l'action, réalisant le comble du "délit d'initié", ont gagné des sommes considérables dans l'opération.

Mais pourquoi les organisations terroristes respecteraient-elles des règles du jeu qui les desservent dans leur affrontement avec les États occidentaux ? Les États-Unis sont capables de se doter d'armes téléguidées qui visent l'objectif affirmé du "zéro mort" (zéro mort du côté américain, bien sûr). Pour l'ennemi d'un État à forte technologie, l'adversaire concret n'est plus un soldat en treillis sur le terrain, mais bien un civil qui travaille dans un laboratoire, un bureau du Pentagone, ou au siège d'une multinationale. "Il n'y a pas d'innocent", disaient déjà les anarchistes du 19<sup>ème</sup> siècle. Et le fait de gagner de l'argent en spéculant sur l'événement n'est qu'un moyen d'utiliser la force de l'adversaire en la retournant contre lui. Les moyens les plus insoutenables au regard de la morale conventionnelle se justifient dès lors qu'ils servent la cause pour laquelle on se bat.

La crise contemporaine des États-nations, qui se manifeste dans l'effondrement du bloc de l'est, mais aussi dans la recomposition d'entités étatiques au sein d'ensemble fédératifs comme l'Union européenne, a introduit dans les relations internationales une myriade d'organisations non étatiques, telles que les ONG et les sociétés multinationales, mais aussi les organisations criminelles et terroristes. Le passage du millénaire a été l'occasion de travaux collectifs sur le thème de la mutation de notre monde<sup>2</sup>. Demain, de nouvelles formes organisationnelles pourraient imposer leur prééminence sur le politique : devons-nous nous préparer à un univers dominé par les solidarités organisationnelles sans frontières ni territoires, soumises à l'arbitrage d'instances juridiques transnationales, et localement aux lois des tribus et des féodalités d'une nouvelle sorte ?

Toujours est-il que le fanatisme religieux et le capitalisme multinational sont bien devenus deux visages d'un même monde sans frontières. L'affrontement des forces qui s'opposent à la modernité et des forces qui en ont déjà exagéré les traits dans l'hypermodernité ou la post-modernité semble concourir au même résultat : la fin de la modernité.

---

<sup>1</sup> Rechercher un "ennemi intérieur" est un contresens dans cette perspective, et signale généralement un discours anti-démocratique, spécialement dans des contextes où des militaires ont pris, ès-qualité, le contrôle de l'appareil d'État.

<sup>2</sup> Voir notamment A. Touati (éd.), *Penser la mutation*, Antibes, Cultures en mouvement, 2001, et la *Revue des Sciences Sociales* n° 28, 2001 : "nouve@ux mondes ?".